

En tant que députés, nous devons écouter les opinions qu'expriment ceux qui nous ont élus. Après tout, c'est nous qui avons permis que de telles conditions surviennent et se perpétuent. En fin de compte, un gouvernement est sensé voir aux affaires du pays et c'est à nous donc qu'incombe cette responsabilité. Bien plus, nous qui sommes députés avons accepté, avec les années, les conditions que j'ai décrites et combien parmi nous avec suffisance et complaisance! Beaucoup d'entre nous ont prononcé de fort beaux discours à la Chambre mais sans rien accomplir qui puisse changer fondamentalement la société dans laquelle nous vivons. Nous parlons tantôt de justice, tantôt de liberté.

Dans le discours du trône, je relève cette fin de paragraphe: «savoir que l'amour et la compassion doivent animer toute société digne de ce nom». Monsieur l'Orateur, avez-vous déjà essayé de raconter aux chômeurs et aux pauvres de chez nous que le gouvernement actuel s'inspire de l'amour et de la compassion? Il y a eu certes quelques changements. Des mini-réformes ont été apportées. Le Code criminel a subi quelques modifications; le Parlement a adopté une loi sur les langues officielles, ce qui donnera des chances égales à un plus grand nombre de Canadiens. Le discours du trône fait part de l'intention du gouvernement de mettre sur pied un ministère des Affaires urbaines et du Logement, initiative que mon parti réclame depuis longtemps. J'espère qu'on pourra donner à ce nouveau ministère de véritables pouvoirs. On a finalement reconnu le gouvernement de Pékin comme gouvernement de la Chine. Ce sont toutes des mesures positives, et je leur fait bon accueil, mais elles ne représentent que des réformes mineures, et le public ne peut se laisser convaincre que le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour relever les graves défis de notre époque. Il me semble que le gouvernement croit à la perpétuation du statu quo, à la perpétuation d'un système en vertu duquel les décisions importantes sont prises dans les salles du conseil de corporations motivées par un désir de profits toujours croissants.

Ce dont le Canada a réellement besoin, c'est un changement radical, fondamental. Nous devrions essayer de développer un pays où le peuple est non seulement propriétaire de sa propre société, mais la contrôle aussi. Pour cela, il faut une redistribution des pouvoirs, une redistribution des richesses et des services, de sorte que tous, compte non tenu des antécédents économiques ou des circonstances sociales, puissent avoir un accès égal aux bénéfices de la société dans laquelle ils vivent. Je ne crois pas qu'un changement de cette nature sera bien accueilli par plusieurs de ceux qui exercent actuellement le pouvoir au Canada. Quoi qu'il en soit, nous devons démocratiser notre société et ceci signifie plus que la tenue d'élections à tous les trois ou quatre ans. Le peuple doit prendre une part plus étroite aux prises de décisions qui touchent leur propre vie.

Ce serait plus facile à faire si une si grande partie de notre pays n'était pas contrôlée par des intérêts étrangers, et principalement bien sûr par des intérêts américains. Presque les deux tiers de l'économie canadienne sont aux mains d'étrangers. Certaines industries comme les raffineries de pétrole appartiennent jusqu'à 99 p. 100 à des intérêts étrangers. Qu'est-ce que cela signifie pour les Canadiens ordinaires? Tout d'abord, que le Canada est fondamentalement un satellite politique, et que nous ne pouvons prendre toutes les décisions que nous voudrions

prendre. Deuxièmement, que nous ne pouvons contrôler l'inflation ni fournir des emplois en nombre suffisant pour les nôtres. Aussi longtemps que notre économie sera fondée sur des succursales, nous ne pourrons établir une industrie secondaire pouvant répondre aux besoins et constituer une économie viable et bien à nous. Aujourd'hui, le Canada est principalement un exportateur de matières premières et un importateur de produits manufacturés. En l'occurrence, il est bien difficile d'obtenir le plein emploi. Chacun sait que les industries manufacturières procurent beaucoup plus d'emplois que les industries qui exploitent les ressources. Notre économie de seconde main nous met à la merci de sociétés internationales gérées de l'étranger. Prenons par exemple l'industrie de la potasse. Cette industrie, qui possède une mine dans la Saskatchewan et une autre au Nouveau-Mexique, a été obligée de réduire sa production. Le volume de la production a été ramené à 40 p. 100 de la capacité de la mine dans la Saskatchewan, tandis que la mine aux États-Unis continuait à produire jusqu'à concurrence d'environ 90 p. 100 de sa capacité. Il en est résulté des mises à pied dans les provinces des Prairies.

• (5.30 p.m.)

J'estime que le genre d'économie que nous avons manque d'efficacité. Chaque année, il sort plus d'argent de notre pays sous forme de profits et de dividendes qu'il n'en entre sous forme d'investissements. C'est une des raisons pour lesquelles nous devons faire du contrôle de notre économie l'une des tâches prioritaires du Parlement au cours des prochaines années. Il nous faut faire en sorte que le Canada soit de nouveau contrôlé par des Canadiens. Je ne pense pas que nous puissions en vouloir aux Américains ou aux sociétés américaines à cause de cet état de choses; il n'est que naturel qu'ils cherchent à agir ainsi. Nous n'avons qu'à nous en prendre à nous-mêmes. Nous sommes, dans le monde occidental, les seuls à pratiquer à l'endroit de nos voisins la politique de la porte ouverte. Nous leur disons: «Entrez et venez mettre en valeur nos ressources, prenez tout ce que vous voulez, prenez vos profits et rentrez chez vous!»

C'est une situation que nous ne pouvons tolérer et que nous devons rectifier dès que possible. Car nous pouvons reprendre le contrôle de notre économie. Mon parti, dans les éditoriaux de revues, de périodiques et de quotidiens, a décrit plusieurs façons de reprendre ce contrôle. Je n'entrerais pas dans le détail, mais mon parti félicite le gouvernement des mesures qu'il a prises dans le domaine de la radiodiffusion, mesures grâce auxquelles, à la suite de réglementations récentes, 80 p. 100 des moyens de radiodiffusion canadiens seront d'appartenance canadienne dans un an environ. On peut également obtenir ce résultat dans d'autres industries, mais il faut faire plus que d'en parler, il faut prendre des moyens efficaces. Il nous faut reprendre en main l'économie canadienne avant de parler de disparités régionales, d'inflation et de plein emploi.

Il est plusieurs sujets que j'aimerais évoquer aujourd'hui avant de reprendre mon siège. Je pense à la mesure législative en matière de revenu et de sécurité du revenu dont le discours du trône fait état. J'insiste auprès du gouvernement pour qu'au cours de cette session il présente un bill garantissant un revenu annuel aux Canadiens. Cela est la façon la plus efficace et peut-être la seule véritable pour lutter contre la pauvreté au Canada.